

PATRICK KARAM : LE CREFOM A SU SE FAIRE ACCEPTER ET MARIER LES CONTRAIRES

02 NOV 2015 JOËL DIN



Le dîner du CREFOM réunira non seulement Manuel Valls et Nicolas Sarkozy mais aussi le tout Paris politique, économique et médiatique ultramarin lundi 16 Novembre à Paris. A cette occasion, son président Patrick Karam nous en explique les enjeux.

Quels sont les objectifs de votre dîner ?

Nous souhaitons réunir en un même lieu la communauté ultramarine et toutes ses composantes face aux décideurs nationaux. C'est un événement politique bien sur mais aussi people qui permettra d'attirer nos compatriotes métropolitains dans nos manifestations. C'est la première fois qu'un tel rassemblement égale voire dépasse celui du CRIF. Il faut s'inscrire dans la République et l'Outre-mer a besoin du soutien de tous les français.

Quelles ont été les retombées du premier souper ?

Le premier dîner a accueilli le Président de la République, le Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Sénat. Il a aussi accueilli la première parlementaire métropolitaine à avoir adhéré au CREFOM, Valérie Pécresse qui considère que l'Outre-mer implique tous les français et n'est pas simplement l'affaire des ultramarins, des chefs de parti comme Jean Christophe Lagarde et quelques personnalités.



Nous avons dit que nous voulions une loi sur l'égalité réelle pour rattraper le retard économique de nos territoires, pour que la différence de revenus par habitant qui est péniblement à 58 % de la moyenne nationale atteigne les 100 %. Nous demandons une révolution. Ce soir là, le Président de la République nous a donné son accord de principe. En Guadeloupe le 10 mai, il a confié à Victorin Lurel, le président d'honneur du Conseil Représentatif des Français d'Outre-Mer, une mission pour rédiger cette loi, aussi importante que la loi de départementalisation de 1946. Nous sommes à la croisée des chemins. 2016 sera une année charnière pour les Outre-mer. Soit on réussit et dans ce cas, on se met en mouvement, on sauve notre jeunesse avec des

plans territoriaux dans une loi cadre définissant une obligation de résultats à la charge de l'Etat. On ne peut plus continuer à subir les arbitrages qui maintiennent l'Outre-mer dans la paupérisation et le sous-développement.

Ce deuxième dîner arrive au bon moment. Nous allons négocier avec le gouvernement, mais aussi l'opposition. Nous voulons qu'ils s'engagent à établir un consensus pour que l'Outre-mer reste à l'abri des turbulences politiques, ce qui veut dire qu'une nouvelle majorité ne devra pas défaire ce que le gouvernement précédent aura commencé à construire.

Comment allez-vous gérer la préséance protocolaire entre le chef du gouvernement et Nicolas Sarkozy ?

Il est vrai que mettre à la même table le Premier ministre et l'ancien Président c'est une gageure, un véritable exploit. Il faut le dire parce que Nicolas Sarkozy ne va plus au dîner du CRIF, il passe saluer les gens pendant le cocktail et il repart.

Au niveau de la préséance, ce sont des arbitrages que nous discutons avec l'équipe de Manuel Valls et celle de Nicolas Sarkozy. Nous nous adapterons. Mais le problème des ultramarins n'est pas à ce niveau. L'important c'est que l'opposition accepte le consensus politique. Comment cela doit-il se passer entre ces deux hommes ? Je répondrai : de manière républicaine. Le fait que l'ancien Président et le Premier ministre soient ensemble est un événement politique majeur. D'ailleurs, j'ajoute qu'ils ne sont pas seuls. Claude Bartolone le Président de l'Assemblée Nationale sera avec nous. Il y a une quarantaine de parlementaires députés, sénateurs de l'hexagone, de nombreux maires. Il y aura l'ancien premier Ministre Alain Juppé, Jean Christophe Lagarde Président de l'UDI, Jean-Vincent Placé Président de l'UDE, Nicolas Dupont-Aignan Président de Debout la France...

La liste ne s'arrête pas qu'aux politiques.

Oui, ce qui est intéressant, c'est que nous aurons aussi les corps constitués : le Préfet de Paris, le Président du CSA avec deux conseillers, la Procureure Générale de Paris.

S'agissant des personnalités économiques, nous aurons le numéro 2 du MEDEF, le Directeur général du réseau ferré de France, les présidents de différentes organisations patronales. Beaucoup de chefs d'entreprise viendront de tous les territoires car ils savent que ce dîner est important.

Enfin, un remerciement particulier pour les 3 lobbys ultramarins que je profite pour saluer. Nous avançons main dans la main. J'ajoute qu'ils sont totalement mobilisés : **Jean Pierre Philibert de la FEDOM qui nous a particulièrement accompagnés**, le président d'EURODOM et celui de l'UGPBAN. Je rappelle que c'est grâce à Eric de Lucy que nous avons pu faire le premier dîner. Sans lui, nous n'en aurions pas eu les moyens. C'est un visionnaire. Il a toujours cru au CREFOM et soutenu l'idée d'égalité réelle.

Enfin j'ajoute que le Président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) sera de la partie ainsi que le Président du Grand Orient de France ou encore l'Imam de Drancy dans une volonté d'ouverture.



Serait-il envisageable qu'un représentant du Front National participe à ce dîner ?

Absolument pas. Et là moi je suis très clair là dessus. Il n'y a pas de place pour le Front National au dîner du CREFOM ni au sein du CREFOM. C'est un vote que j'ai soumis aux membres du conseil immédiatement après sa constitution. L'idéologie que porte ce parti est mortifère. Et ceux qui se laissent prendre à leur petite musique doivent savoir qu'elle constitue un piège pour eux. Quand on est ultramarin, on ne peut pas voter Front National, on ne peut pas soutenir le Front National, on ne peut pas s'asseoir à côté du Front National.

Quelles seront les thèmes abordés avec le Premier Ministre ?

Le thème central avec le Premier Ministre et l'ancien Président sera sur l'égalité réelle économique. Ils doivent s'engager. Il faut que nous obtenions des réponses à nos inquiétudes, à nos questions. Il y aura des questions sur les télévisions privées et le rôle du CSA. Nous voulons que le CSA ait plus de poids, qu'il dispose de moyens, imposer certaines décisions. L'exemple que je peux donner est celui de TROPIQUES FM. Si le CSA ne s'en était pas mêlé, alors qu'il n'en a pas le pouvoir juridique, je ne sais pas où on en serait actuellement. La discussion a repris sur les bons rails. Ce que le CSA effectue de manière informelle, il faut qu'il puisse le faire de manière formelle. Et nous soutenons totalement cette démarche.

Le cas de FRANCE Ô cette année sera-t-il évoqué?

Je reparlerai de FRANCE Ô même si le débat est tranché grâce à l'engagement du Président de la République. FRANCE Ô est une chaîne consacrée à l'Outre-mer. Nous parlerons aussi de continuité territoriale sur le modèle de ce qui se fait en Ile de France. Nous allons parler de sécurité, personne ne peut nier que nous avons des soucis dans ce domaine. On ne pourra pas éviter de parler de RGEC (règlement général d'exemption par catégorie). Cette question nous soucie énormément. Et si l'Etat, la France n'arrive pas à imposer à l'Europe que tous les handicaps structurels soient pris en charge, si on doit plafonner le RGEC, je peux vous dire que pour les Outre-mer ce seront des lendemains difficiles, comme après une cuite sévère. Le Gouvernement travaille, les lobbys économiques se battent et poussent. Mais rien n'est encore gagné.

Que dites-vous à ceux qui ont des réticences par rapport au CREFOM ?

On me dit qu'il y a beaucoup de gens hostiles mais je voudrais bien savoir qui véritablement. Nous avons 600 associations membres. Une grande partie des personnalités ultramarines y ont adhéré ainsi que de nombreux parlementaires. Je n'ai jamais vu une telle puissance de frappe dans la communauté.

Si des individus lambdas, frustrés, aigris, seuls dans leur coin minent leur déception de ne pas avoir eu de rôle au CREFOM, (pour des raisons que j'ignore car quand on veut travailler au CREFOM on trouve sa place) ça c'est leur problème. Nous avons un cap, nous avons une direction.

Il y a une malédiction en Outre-mer, c'est cogner sur tout ce qui marche. Heureusement cette fois, cela ne se passe pas comme ça. Le CREFOM est bien accepté. Quand je me déplace, j'entends des gens me remercier pour ce que nous avons créé et je ressens la volonté des ultramarins de Province de s'unir.

Le CREFOM a su se faire accepter, et marier les contraires. Certaines associations sont concurrentes et poursuivent leur lutte, pourtant elles ont adhéré au CREFOM dans un but commun. Ensuite, il fallait pouvoir rassembler des personnalités ultramarines venant de territoires et d'horizons différents. C'était une gageure qu'il fallait réussir, on l'a fait. Les milieux économiques font confiance au CREFOM, comme nous, nous leur faisons confiance car ce sont les entreprises qui pourront développer l'emploi.



On pourrait vous reprocher d'utiliser le CREFOM à des fins personnelles.

Figurez-vous qu'être à ce poste est un mouvoir politique. Nicolas Sarkozy m'a demandé plusieurs fois de le rejoindre et de démissionner du CREFOM. Là je suis heureux qu'il vienne, cela prouve qu'il accepte le CREFOM et c'est une bonne chose pour sa pérennité. La Droite accepte l'existence du Conseil. Mais ça n'a pas été simple pour moi.

Ce n'est pas évident car chaque fois qu'il y a un dérapage d'un élu d'un parti politique, je suis toujours en première ligne. Je mets ma sensibilité politique dans ma poche. Vous croyez que cela fait plaisir aux gens de votre parti de les voir remis à leur place ou m'entendre demander des sanctions contre l'un d'entre eux ?

Si j'avais été aux côtés de Nicolas Sarkozy et que j'avais cédé ma place, j'aurais eu moins de mal, moins d'ennuis, moins de casse-tête. En dehors des sacrifices politiques extrêmement importants, je pourrais évoquer les sacrifices en termes de temps, de famille voire financiers. J'ai fait beaucoup de voyages en Outre-mer. Le CREFOM ne pouvait pas me les payer à l'époque, j'en ai été de ma poche.

Il n'y a pas un jour où je me demande pourquoi je me suis lancé dans cette aventure. La réalité du CREFOM c'est beaucoup d'abnégation. Mais on arrive au bout d'un certain nombre de nos combats et très vite. Et je veux finir en saluant le Président d'honneur Victorin Lurel, mon ami. Il a compris que l'Outre-mer doit échapper aux clivages politiques et territoriaux. Les réticences réciproques sont en train de s'estomper par le dialogue et l'échange. Les ultramarins se découvrent et s'unissent. C'est l'essentiel.